

La Francophonie a décidé de faire monter la pression sur le Burundi

RFI, 08-04-2016 L'OIF suspend sa coopération avec le Burundi Le Burundi est de plus en plus isolé sur la scène internationale. Après l'Union européenne qui a suspendu mi-mars son aide financière au Burundi, c'est l'Organisation internationale de la francophonie qui a suspendu sa coopération avec le pays jeudi. Le Burundi n'est pas exclu de l'organisation. Mais l'OIF estime que Bujumbura n'a pas fait preuve de bonne volonté pour sortir de la crise et a décidé de faire monter la pression d'un cran.

Une situation sécuritaire qui se dégrade de jour de jour, des droits de l'homme bafoués et toujours pas d'amorce d'un véritable dialogue politique avec l'opposition. Voilà ce qui a poussé l'OIF à hausser le ton et à suspendre sa coopération avec le Burundi jeudi. « Cette décision fait suite à la décision en juillet dernier de ce même conseil permanent de la francophonie, qui avait placé sous observation le Burundi suite à l'éllection du président Nkurunziza », explique Louis Hamann, porte-parole de la secrétaire générale de la francophonie. Maintenant la décision (de jeudi) vise à augmenter d'un cran la pression sur le gouvernement burundais dans le but bien sûr d'inciter à un rétablissement de la situation sécuritaire, l'instauration également d'un dialogue politique réellement inclusif pour favoriser une sortie de crise. La sanction ne concerne pas les programmes qui bénéficient directement aux populations sans passer par les comptes du gouvernement, ni ceux qui peuvent aider à au rétablissement de la démocratie ». En revanche, plus question pour l'OIF par exemple de plaider la cause du Burundi auprès de la Banque mondiale comme elle le fait souvent. Comme l'Union européenne avant elle, l'OIF espère ainsi susciter une réaction de Bujumbura alors que les caisses de l'Etat sont vides et que les prévisions du FMI pour l'année en cours sont désastreuses. La Centrafrique en revanche, qui avait été provisoirement exclue des instances de l'OIF après le coup d'Etat de mars 2013, a été officiellement réintégrée suite aux élections présidentielle et législatives qui se sont tenues aux yeux de l'organisation dans de bonnes conditions satisfaisantes ».